



241140413

Convention — du 5 Novembre 1945

(Service des colis postaux)

A. Gouin *M. Rapp*
Benjamin

1042

Loi n° 40-183 du 17 Mai 1946 portant ratification
de la convention conclue, le 5 novembre 1945, avec la
société nationale des chemins de fer français pour l'exécution
du service des colis postaux.

L'Assemblée nationale constituante a adopté :
Le Président du Gouvernement provisoire de la République pro-
mulque la loi dont le texte suit :

Article unique - Est approuvée la convention conclue, le 5
novembre 1945, entre le ministre des postes, télégraphes et télé-
phones, et le ministre des travaux publics et des transports, d'une
part, et la Société nationale des chemins de fer français, d'autre
part, dont l'objet est de modifier et de compléter la convention
du 10 janvier 1892 concernant le transport des colis postaux.

Un exemplaire de la convention, qui se rattache à celle du
25 octobre 1838, restera annexé à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par l'Assemblée nationale
constituante, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 17 Mai 1946

FELIX GOUIN

Par le Président du Gouvernement provisoire de la République

Le ministre des postes,
télégraphes et téléphones,
Jean LETOURNEAU

Le ministre des travaux
publics et des
transports,
Jules MOCH

Le ministre de l'intérieur,
André LE TROQUER

Le ministre de l'économie
nationale, ministre des finances,
A. PHILIP

ANNEXE

CONVENTION

du 5 novembre 1945 concernant le transport des colis postaux

Article 1er

Préambule

A partir de la date de mise en vigueur de la présente convention

qui se substitue à celle du 28 octobre 1938, les dispositions de la convention du 15 janvier 1932, en ce qui concerne l'exécution du transport des colis postaux par la Société nationale des chemins de fer français substituée aux compagnies et administrations signataires de la première de ces conventions seront modifiées et complétées comme suit :

TITRE Ier

Conditions de transport des colis postaux en régime intérieur

Article 1.

Definitions

Dans la présente convention

Le terme "Bureaux secondaires" désigne :

Les lignes d'intérêt général ou local, qui ont été concédées à des administrations ou compagnies autres que la Société nationale des chemins de fer, ou qui les grands réseaux auxquels cette dernière est substituée, même lorsque la Société nationale des chemins de fer exploite lesdites lignes pour le compte d'un tiers.

Les services routiers remplaçant ces lignes lorsque ceux-ci exploitent ont été substitués aux droits et obligations des anciens concessionnaires.

Le terme "Bureau du chemin de fer" désigne tout bureau ouvert au service des colis (tarifs généraux marchandises) par la Société nationale des chemins de fer ou d'un des établissements desservis par rail, il peut s'entendre de bureaux gérés par le personnel propre de la Société nationale des chemins de fer ou de bureaux gérés par des correspondants sous la responsabilité de la Société nationale des chemins de fer.

Le terme "Bureau de poste" désigne tout établissement ouvert au public pour le service postal de l'administration des postes, celle de plein exercice, recette distribution, recette à domicile, agences postales, etc.

Le terme "Courrier de la poste" s'entend de tout service assurant le transport des dépêches pour le compte de l'administration des postes, à l'exclusion des services avec lesquels la Société nationale des chemins de fer a conclu des traités spéciaux pour le transport ou la réexpédition des colis postaux.

Article 3

Garantie de délais

La Société nationale des chemins de fer garantit, ainsi qu'il est prévu à l'article 4 ci-après, des délais pour le transport des colis postaux entre ses gares, de même que pour le transport des colis postaux entre les bureaux du chemin de fer ou la dernière des particuliers et la gare, et vice versa, lorsque les services sont organisés, directement ou indirectement, par les soins et sous la responsabilité du chemin de fer dans les conditions prévues à l'article 12 de la présente convention.

Elle garantit également des délais pour les opérations qui lui incombent en ce qui concerne le paiement des remboursements, dans

les conditions fixées à l'article 5 ci-après.

Le dépassement des délais garantis non a lieu au paiement d'une indemnité de retard dont le montant est fixé à l'article 8 ci-après.

Article 4

Délais garantis pour le transport et la livraison des colis postaux.

A - Délais garantis de gare à gare.

§ 1 - Transports empruntant exclusivement les lignes de la société nationale des chemins de fer.

Le délai garanti pour le transport des colis postaux sur les lignes de la société nationale des chemins de fer est fixé au délai indiqué pour les petits colis par les tarifs généraux marchandises.

B - Transports empruntant un réseau secondaire.

Le délai garanti propre aux réseaux secondaires est fixé par l'annexe à la présente convention.

Le cas qui concerne les colis en provenance ou à destination de la société nationale des chemins de fer est réglé par les tarifs généraux marchandises pour les petits colis par les tarifs généraux marchandises pour les colis en provenance ou à destination des réseaux secondaires participant audit service.

C - Délais garantis en cas de transport de gare à gare.

Les colis postaux acheminés ou livrés directement ou dans un bureau de change de la société nationale des chemins de fer sont livrés dans les délais indiqués par les tarifs généraux marchandises pour les colis en provenance ou à destination des réseaux secondaires participant audit service.

III - Liaison avec les courriers de la poste et les services postaux de transport public.

Les délais supplémentaires fixés au transport par les courriers de la poste ou par les services postaux de transport public, toutes les fois que les services postaux ont été conclus en accord avec la société nationale des chemins de fer pour le transport ou la réception des colis postaux, sont déterminés par l'annexe à la convention des postes ou par les tarifs des charges de transport des colis postaux.

Article 5

Les gares et bureaux de chemins de fer de l'annexe des colis postaux sont les seuls où la réception et la livraison des colis postaux ont lieu.

Lorsque les colis sont remis à la gare ou au bureau de chemins de fer, les colis doivent être remis au transporteur ou au bureau de chemins de fer, les colis doivent être remis au transporteur ou au bureau de chemins de fer.

Le délai de transmission des opérations de transmission des lettres est fixé à 24 heures à compter de la réception de la lettre par le bureau de destination. Le délai de transmission des lettres est fixé à 24 heures à compter de la réception de la lettre par le bureau de destination. Le délai de transmission des lettres est fixé à 24 heures à compter de la réception de la lettre par le bureau de destination.

Article 8

Délais garantis pour le paiement des remboursements

Le délai de paiement ou de mise à disposition de l'argent doit être de 24 heures à compter de la réception de la lettre par le bureau de destination.

1^{er} Remboursement grevant un colis livré par une gare de la Société nationale des chemins de fer français ou d'un réseau secondaire ou, le cas échéant, par un service de chemin de fer.

Ce délai est égal au délai prévu pour le paiement ou la mise à disposition d'un remboursement grevant un petit colis.

2^e Remboursement grevant un colis livré par les services de l'administration des postes.

Le règlement du remboursement est effectué immédiatement par le service de la diligence de la destination des lettres.

Article 9

Composition des colis

Les colis de poids de 10 kg ou plus sont considérés comme colis de grande dimension.

- Colis dont le poids n'excède pas 5 kg
- Colis dont le poids dépasse 5 kg, sans excéder 10 kg
- Colis dont le poids dépasse 10 kg, sans excéder 20 kg
- Colis dont le poids dépasse 20 kg, sans excéder 30 kg

Les colis de poids de 10 kg ou plus sont considérés comme colis de grande dimension.

Article 10

Tarif

Les prix de transport (prime comprise) et taxes additionnelles sont indiqués dans le tarif.

Pour l'application de ces prix, les colis sont classés en trois catégories : colis de 10 kg ou plus, colis de 5 kg à 10 kg, et colis de moins de 5 kg.

Le tarif est applicable aux colis de 10 kg ou plus, aux colis de 5 kg à 10 kg, et aux colis de moins de 5 kg.

La répartition des autres localités entre 1ère et 2e catégorie est arrêtée par le ministre des postes, des télégraphes et des téléphones.

Les localités de la 2e catégorie sont distinguées par un astérisque (*) à la liste alphabétique du tarif des colis postaux.

A. Prix de transport, (timbre compris) d'une localité de la 1ère catégorie à une autre localité de la 2e catégorie.

Pour une coupure de poids déterminée, un même prix est appliqué aux relations de toutes les localités ou gares situées dans le département d'origine avec toutes les localités ou gares situées dans le département de destination. A chaque combinaison de département d'origine sur département de destination correspond un numéro de prix; ce numéro est le même que celui qui est donné par le tarif des petits colis.

Les tableaux ci-dessous indiquent, pour chaque numéro de prix, les barèmes de base servant au calcul des prix de transport.

1e Colis postaux ordinaires

NUMEROS de prix	BARÈME DE BASE			
	Colis jusqu'à 5 kg	Colis de 5 à 10 kg	Colis de 10 à 15 kg	Colis de 15 à 20 kg
	Francs	Francs	Francs	Francs
1	19,6	22,8	25,6	28,4
2	20,9	25,2	28,3	32,4
3	22,3	27,3	32,0	36,4
4	23,7	30,0	36,2	40,4
5	25,1	32,4	38,4	44,4
6	26,5	34,8	41,6	48,4
7	27,9	37,2	44,8	52,4
8	29,3	39,6	48,0	56,4
9	30,4	41,7	50,9	59,9
10	31,2	43,5	53,5	62,9
11	32,0	45,3	56,1	65,9
12	32,8	47,1	58,7	68,9
13	33,6	48,9	61,3	71,9
14	34,4	50,7	63,9	74,9
15	35,0	52,0	66,0	77,4
16	35,4	52,8	67,6	79,4
17	35,8	53,6	69,2	81,4
18	36,2	54,4	70,8	83,4
19	36,8	55,3	72,2	86,4
20	37,6	57,2	76,4	90,4

2e Colis (rés aux Familiaux) comprenant exclusivement les marchandises suivantes :

Beurre, champignons, charcuterie, confitures, coquillages frais,

coquillages, crustacés, escargots, fromages, fruits, gibier abattu, graisses alimentaires, huiles alimentaires, huîtres, lapins, pigeons, et volailles vivants, en cages ou en paniers, légumes, melons, miel, oeufs, pain, pâtisserie, poissons, viandes, vins en petits fûts, volailles mortes.

BARÈME DE BASE

NOMBRES de prix	Colis jusqu'à 5 kg	Colis de 5 à 10 kg	Colis de 10 à 15 kg	Colis de 15 à 20 kg
	francs	francs	francs	francs
1	17,5	20,1	22,2	24,3
2	18,5	21,9	24,6	27,3
3	19,5	23,7	27,0	30,3
4	20,5	25,6	29,4	33,3
5	21,5	27,3	31,8	36,3
6	22,5	29,1	34,2	39,3
7	23,5	30,9	36,6	42,3
8	24,5	32,7	39,0	45,3
9	25,3	34,3	41,2	47,9
10	25,9	35,7	43,2	50,1
11	26,5	37,1	45,2	52,3
12	27,1	38,5	47,2	54,5
13	27,7	39,9	49,2	56,7
14	28,3	41,3	51,2	58,9
15	28,8	42,3	52,8	60,3
16	29,2	42,9	54,0	62,4
17	29,5	43,5	55,2	64,0
18	30,0	44,1	56,4	66,0
19	30,6	45,0	58,2	68,0
20	31,1	45,2	60,6	71,2

Les prix de transport sont obtenus en arrondissant les taxes des barèmes ci-dessus au franc supérieur lorsqu'elles atteignent 50 centimes et au franc inférieur dans le cas contraire.

Ils couvrent le transport :

Depuis l'expédition faite à la gare, au bureau du chemin de fer ou au bureau de poste;

Jusqu'à la livraison faite, au domicile du destinataire dans les localités pourvues d'un service de livraison à domicile; à la gare, au bureau du chemin de fer ou au bureau de poste dans les autres localités.

B - Enlèvement à domicile dans les localités de la 1ère catégorie

A Paris, Lyon et Marseille : 10 F

Dans les autres localités : 7 F

C - Prix de transport (timbre compris) des colis en provenance ou à destination d'une localité de 3e catégorie.

Le prix de transport est obtenu en ajoutant au prix prévu à l'alinéa A :

12 Par colis en provenance d'une localité de 1ère catégorie à destination d'une localité de 23 catégorie, ou inversement, une taxe supplémentaire dite "taxe additionnelle routière" de 7 F.

22 Par colis en provenance d'une localité de 24 catégorie à destination d'une localité de 23 catégorie, la double de la taxe additionnelle routière définie ci-dessus.

Le prix de transport ainsi calculé couvre le transport :

Depuis l'expédition faite en gare, au bureau du chemin de fer ou au bureau de poste, ou, le cas échéant, exécuté dans une localité de 23 catégorie ou fonctionnaire en service d'embarquement à domicile.

Jusqu'à la livraison faite : au domicile du destinataire dans les localités pourvues d'un service de livraison à domicile ; à la gare, au bureau du chemin de fer ou au bureau de poste dans les autres localités.

B - Taxe de livraison présentée au destinataire dans les localités de 23 et 24 catégories :

Pour la livraison au domicile du destinataire, sur sa demande, d'un colis déjà présenté à l'embarquement à domicile.

Même tarif que la taxe d'embarquement à domicile prévue à l'alinéa B ci-dessus.

C - Livraison par express :

Non admis pour les colis postaux familiaux : 10 F.

F - Taxes additionnelles (timbre compris en cas d'envoi contre remboursement) (maximum égal à la valeur de la marchandise) :

Remboursements :

Égale ou inférieure à 100 F : 4 F.

Supérieure à 100 F sans excéder 400 F : 1 F.

Supérieure à 400 F sans excéder 1.000 F : 7 F.

Supérieure à 1.000 F : taxe de 2 F ajoutée de 2 F par fraction

indivisible de 1.000 F au-dessus des premiers 1.000 F.

Taxe supplémentaire en cas d'envoi contre remboursement ou de paiement à domicile : 5 F.

Cette taxe supplémentaire est également appliquée en cas d'envoi contre remboursement ou de paiement dans un bureau du chemin de fer d'une localité de 23 catégorie.

G - Taxe supplémentaire en cas d'expédition de valeur (non admise pour les colis postaux familiaux) :

Par fraction indivisible de 1.000 F au-dessus de la valeur déclarée : 1 F.

Avec minimum de perception de 10 F.

H. Taxe supplémentaire en cas de déclaration d'intérêt à la livraison (maximum 20 000 F).

Par fraction indivisible de 1 000 F de l'intérêt déclaré : 1 F.

La déclaration d'intérêt à la livraison peut être employée concurremment avec la déclaration de valeur.

Article 8

Variation des tarifs.

Les prix de transport et les taxes additionnelles des colis postaux visés aux alinéas A à F de l'article 7 correspondent aux prix fixés pour les petits colis par le tarif en vigueur à la date de la signature de la présente convention.

En cas de variation des prix de transport et des taxes additionnelles du tarif des petits colis, les dispositions suivantes seront prises :

1^{er} Prix de transport fixés à l'alinéa A de l'article 7.

Si les prix de transport des petits colis subissent une majoration (ou réduction) générale et uniforme, le même taux de majoration (ou de réduction) sera appliqué aux barèmes de base figurant à l'alinéa A de l'article 7.

Si les prix de transport des petits colis viennent à être remaniés selon une autre formule, les prix de transport des colis postaux seront aménagés de telle sorte que soit conservé à toute date cet échelonnement des prix par coupure de poids analogue à celui que les prix inscrits à l'alinéa A de l'article 7 réalisent avec les prix des petits colis en vigueur à la date de signature de la présente convention.

2^{es} Taxes additionnelles fixées aux alinéas B, C et D de l'article 7.

En cas de majoration (ou de réduction) uniforme des taxes additionnelles du tarif des petits colis, le même taux de majoration (ou de réduction) sera appliqué aux taxes additionnelles de même nature des colis postaux.

En cas de remaniement des taxes additionnelles du tarif des petits colis suivant une autre formule, les taxes additionnelles de même nature du tarif des colis postaux seront révisées, s'il est nécessaire, pour conserver la relativité entre les valeurs des taxes des deux tarifs.

3^{es} Taxes additionnelles fixées aux alinéas E et F de l'article 7.

Ces taxes étant égales aux taxes de même nature prévues par les tarifs des petits colis et des colis express varieront comme ces derniers.

Les prix à percevoir du public seront, dans tous les cas, arrondis au franc supérieur lorsque la fraction atteindra 50 centimes et au

franc inférieur lorsqu'elle n'atteindra pas 50 centimes.

Article 9

Responsabilité

En cas de perte, spoliation ou avarie d'un colis postal autre que familial, le montant de l'indemnité à verser par les transporteurs ne peut excéder en aucun cas :

a) Lorsqu'un envoi a fait l'objet d'une déclaration de valeur :

La somme déclarée :

b) Lorsqu'un envoi n'a pas fait l'objet d'une déclaration de valeur :

4.000 F par kilogramme pour chacun des objets compris dans l'envoi.

Cette limite de 4.000 F est égale à celle qui est fixée par les tarifs généraux de la Société nationale des chemins de fer français, et subira, le cas échéant, les mêmes variations.

En cas de perte, spoliation ou avarie d'un colis postal familial le montant de l'indemnité ne peut excéder par kilogramme la valeur limite fixée au tarif des petits colis familiaux.

En cas de retard dans la livraison d'un colis, le destinataire ou, sur désistement de ce dernier, l'expéditeur, peut obtenir, sauf le cas de force majeure ou d'une négligence imputable soit à l'expéditeur, soit au destinataire, une indemnité forfaitaire calculée comme suit :

DESIGNATION	Colis jusqu'à 5 kg	Colis de 5 à 10 kg	Colis de 10 à 15 kg	Colis de 15 à 20 kg
	francs	francs	francs	francs
Par journée de retard	9,5	12,6	15,6	18,7
Avec minimum de	28,5	37,8	46,8	56,1
Sans dépasser le maximum de ...	285,0	378,0	468,0	561,0

Le taux de cette indemnité variera comme le prix de transport d'un colis postal ordinaire de la coupe de 5 à 10 kg expédié de Paris dans le département de la Haute-Vienne.

Pour les colis postaux familiaux, l'indemnité allouée en cas de retard ne peut dépasser le montant de la taxe de transport.

En cas de retard dans le paiement d'un remboursement, l'ayant droit peut obtenir une indemnité forfaitaire égale à 0,30 F par 500 F ou fraction de 500 F et par journée de déplacement des délais avec minimum de 1 F par 500 F ou fraction de 500 F sans dépasser le

maximum de 10 F par 500 F ou fraction de 500 F.

Lorsque l'expéditeur a fait une déclaration d'intérêt à la livraison l'ayant droit peut :

a) Sans être tenu de faire la preuve d'un dommage, obtenir, en cas de retard, une indemnité supplémentaire égale au double de l'indemnité forfaitaire pour retard qui lui est acquise en l'absence de déclaration d'intérêt à la livraison ;

b) S'il fournit la preuve qu'un dommage est résulté du retard, des avaries ou de la perte totale ou partielle, obtenir des dommages intérêts qui ne peuvent dépasser le montant de l'intérêt déclaré. En cas d'avarie ou de perte, ces dommages intérêts s'ajoutent aux indemnités qui seraient dues dans les mêmes circonstances s'il n'y avait pas eu de déclaration d'intérêt à la livraison. En cas de retard, ils comprennent l'indemnité forfaitaire prévue au paragraphe a) précédent.

Tout colis non présenté au destinataire au bout de trente jours est réputé perdu.

L'indemnité pour retard dans la livraison d'un colis se cumule, le cas échéant, avec l'indemnité due pour perte ou avarie. Si le règlement des indemnités est offert à l'ayant droit avant le trentième jour, l'indemnité pour retard est liquidée à la date de cette offre.

L'expéditeur d'un colis perdu a droit à la restitution des frais d'expédition autres que la taxe supplémentaire perçue en cas de déclaration de valeur et la prime d'intérêt à la livraison.

Chaque règlement d'indemnité est arrondi, le cas échéant, au franc supérieur lorsqu'il atteint 50 centimes et au franc inférieur dans le cas contraire.

Article 10.

Rémunération des services de l'administration des postes.

La Société nationale des chemins de fer français alloue à l'administration des postes, pour la participation de ses services au transport des colis postaux dans les conditions fixées aux articles 14 et 15 de la convention du 15 Janvier 1892, les rémunérations suivantes :

A - Par colis postal expédié ou livré dans une localité de la 1ère catégorie :

1° Une allocation de transport égale à 3,01 F.

2° Une allocation égale à :

0,82 F, si le colis est remis ou livré au bureau de poste ;

5,77 si le colis est enlevé ou livré à domicile.

Ces allocations sont prélevées sur les prix de transport fixés à l'alinéa A de l'article 7.

En outre, si le colis doit être livré par exprès, le service

postal reçoit l'intégralité de la taxe additionnelle prévue à l'alinéa E de l'article 7.

B - Par colis postal expédié ou livré dans une localité de la 2^e catégorie:

1^{re} Les allocations prévues à l'alinéa A ci-dessus;

2^e En sus de ces allocations, une fraction de la taxe additionnelle routière définie à l'alinéa C de l'article 7, égale à 5/7^e de cette taxe additionnelle, étant précisé que la rémunération supplémentaire revenant de ce chef à l'administration des postes ne pourra, en cas de variation de ladite taxe additionnelle, être inférieure à 50% de l'allocation de transport prévue à l'alinéa A, 1^{re} ci-dessus.

C - Par colis postal grevé de remboursement livré dans un bureau de poste ou à domicile par un courrier de la poste :

Intégralité de la taxe additionnelle prévue à l'alinéa F de l'article 7, sous déduction du droit de timbre, plus la taxe supplémentaire d'encaissement ou de paiement à domicile, le cas échéant.

D - Par colis postal remis avec déclaration de valeur ou avec déclaration d'intérêt à la livraison :

En sus des allocations prévues, selon le cas, aux alinéas A ou B ci-dessus, une quote part des taxes supplémentaires fixées aux alinéas G et H de l'article 7 égale à :

20% par colis en provenance ou à destination d'une localité de la 1^{re} catégorie;

30% par colis en provenance ou à destination d'une localité de la 2^e catégorie.

Les rémunérations ci-dessus sont sujettes à variation dans les conditions fixées, à l'article 8 pour les taxes auxquelles elles sont égales ou sur lesquelles elles sont prélevées, étant précisé que la taxe à considérer pour les allocations prévues à l'alinéa A et à l'alinéa B, 1^{re} ci-dessus, est celle d'un colis postal ordinaire de la coupure de 5 à 10 kg expédié de Paris dans le département de la Haute-Vienne.

Elles seront arrondies, le cas échéant, au centime supérieur, lorsque la fraction atteindra 5 millimes et au centime inférieur lorsque cette fraction n'atteindra pas 5 millimes, le total de chaque règlement étant arrondi au franc supérieur lorsqu'il atteindra 50 centimes et au franc inférieur dans le cas contraire.

Article 11

Rémunération des services routiers de transport public.

Sauf conclusion de traités spéciaux avec la Société nationale des chemins de fer français les services routiers de transport public requis par l'administration des postes d'assurer le transport des colis postaux reçoivent les rémunérations ci-après, qui correspondent aux allocations de transport revenant aux courriers de la

poste, incluses dans les rémunérations du service postal définies à l'article 10.

a) Par colis postal expédié ou livré dans un bureau de poste d'une localité de la première catégorie : 3 01 F.

b) Par colis postal expédié ou livré dans un bureau de poste d'une localité de la deuxième catégorie.

Même allocation que ci-dessus des cinq septièmes de la taxe additionnelle routière prévue à l'alinéa C de l'article 7, étant entendu que la majoration ne pourra être inférieure à 50% de l'allocation fixée à l'alinéa c, précédent;

c) Par colis postal enlevé ou livré à domicile :

En sus des allocations prévues, selon le cas, aux alinéas a et b ci-dessus : 5,77 F.

d) Par colis postal remis avec déclaration de valeur ou avec déclaration d'intérêt à la livraison :

En sus des allocations prévues, selon le cas, aux alinéas a, b, et c ci-dessus, une quote part de la taxe supplémentaire pour valeur déclarée ou de la prime d'intérêt à la livraison égale à :

10% par colis en provenance ou à destination d'un bureau de poste d'une localité de la première catégorie.

20% par colis en provenance ou à destination d'un bureau de poste d'une localité de la deuxième catégorie.

Ces rémunérations sont sujettes à variation dans les conditions fixées à l'article 10 pour les allocations auxquelles elles correspondent.

Article 12

Diffusion des colis postaux dans les campagnes.

Dans les localités dépourvues de gare et de bureau de poste ouvert au service des colis postaux et en l'absence de tout service de correspondance, la diffusion des colis postaux sera effectuée dans les conditions suivantes :

Il appartient en premier lieu à la Société nationale des chemins de fer français d'organiser, soit directement, soit par l'intermédiaire de services routiers de transport public, les dessertes nouvelles dont elle reconnaît l'utilité et qui lui sont proposées par l'administration des postes.

Si la Société nationale des chemins de fer français renonce explicitement à cette faculté, l'administration des postes peut organiser elle-même ces dessertes.

En vue de faciliter la diffusion des colis postaux dans les campagnes et pour indemniser l'administration des postes des frais provoqués par l'extension de ce service, la Société nationale des chemins de fer français garantit, par un versement à cette administration, un produit minimum auquel des allocations fixées à l'article

10 de :

513 F en moyenne par localité dans laquelle l'administration des postes assurait le service des colis postaux antérieurement au 1er janvier 1938;

2.050 F en moyenne par localité dans laquelle l'administration des postes assure le service complet des colis postaux depuis le 1er janvier 1938;

1.025 F en moyenne par localité dans laquelle l'administration des postes assure un service limité aux colis postaux dont le poids n'excède pas 5 kg.

Le versement annuel de la Société nationale des chemins de fer français est limité au maximum de 4.250.000 F.

Les taux indiqués ci-dessus pour les produits minima garantis et le maximum du versement de la Société nationale des chemins de fer français correspondent aux tarifs en vigueur à la date de la signature de la présente convention. Ils varieront ultérieurement, le cas échéant, comme le prix de transport d'un colis postal ordinaire de la coupure de 5 à 10 kg expédié de Paris dans le département de la Haute-Vienne.

Pour le calcul du produit garanti à l'administration des postes, seront comptées comme recettes réalisées par les services de cette administration les allocations versées par la Société nationale des chemins de fer français aux services routiers de transport public assurant le départ des bureaux de poste participant au trafic des colis postaux.

TITRE II

Conditions de transport des colis postaux en régime international

Article 13

Définitions

Les colis postaux du régime international sont soumis soit au régime impérial, soit au régime étranger.

Le régime impérial est celui qui s'applique aux relations entre la France continentale, la Corse, l'Algérie, les colonies françaises, les pays de protectorat et les pays sous mandat français, s'établissant par voies exclusivement françaises.

Le régime étranger est celui qui s'applique aux relations avec les pays étrangers ou en transit par de tels pays ou, enfin, à toutes relations s'établissant par une compagnie de navigation étrangère qui n'aurait pas passé de contrat spécial avec l'administration française des postes.

Article 14

Délais garantis

La Société nationale des chemins de fer français garantit, ainsi qu'il est précisé à l'article 15 ci-après, des délais pour le transport sur ses lignes et la transmission aux offices postaux ou compagnies de navigation, ou inversement des colis postaux du régime international exportés ou importés.

Elle garantit également des délais, le cas échéant, pour l'apport à la gare, pour la livraison dans un bureau du chemin de fer ou pour

la remise à domicile dans les localités desservies directement par une gare ou par un service avec lequel elle a conclu un traité spécial pour le transport ou la réexpédition des colis postaux.

Le dépassement des délais garantis donne lieu au paiement d'une indemnité de retard, versée à l'expéditeur pour un colis exporté et au destinataire pour un colis importé, égale à celle fixée en régime intérieur.

Article 15

Fixation des délais garantis.

Le délai garanti visé au premier alinéa de l'article 14 s'obtient en ajoutant le délai de transport et le délai de transmission définis ci-après :

a) Délai de transport :

Ce délai est le même que le délai de transport défini à l'article 4 pour les colis postaux du régime intérieur effectuant le même parcours sur le territoire de la France continentale;

b) Délai de transmission :

A l'exportation, les colis postaux doivent être livrés aux offices postaux et aux compagnies de navigation cessionnaires dans la première remise régulière (1) s'effectuant après l'expiration d'un délai de vingt quatre heures à compter du moment où finit le délai de transport.

A l'importation, les colis postaux sont considérés comme remis au transport vingt quatre heures après la livraison ^{effectuelle} par les offices postaux ou par les compagnies de navigation cédants.

Le délai de vingt quatre heures ne comprend pas la durée de l'accomplissement des formalités de douane et de régie, ni les jours où les bureaux des offices postaux et des compagnies de navigation sont fermés.

Article 16

Coupures de poids

Les coupures de poids des colis postaux du régime international sont celles fixées par l'arrangement de l'Union postale universelle concernant les colis postaux. Toutefois, les coupures prévues à titre facultatif par cet arrangement ne sont admises qu'après accord entre le ministre des postes, télégraphes et téléphones et la Société nationale des chemins de fer français.

Article 17

Rémunération de la Société Nationale des chemins de fer français.

A - Transport.

Le droit territorial français entrant dans la composition des taxes à percevoir du public ou alloué par les offices postaux

(1) Pour les colis remis dans un port à une compagnie de navigation chaque "remise régulière" s'entend de l'ensemble des transmissions faites en temps utile pour le départ d'une même navire.

correspondants pour chaque colis postal du régime international est attribué à la Société nationale des chemins de fer français à titre de rémunération du transport, à charge pour la Société nationale des chemins de fer français de reverser, le cas échéant, aux services de l'administration des postes, aux services routiers de transport public ou aux réseaux secondaires les parts leur revenant.

a) Régime impérial

Pour les colis en provenance ou à destination de la France continentale, ce droit territorial est fixé aux taux suivants :

Colis jusqu'à 1 kg : 0,42 F de la taxe des colis de 0 à 5 kg du régime intérieur.

Colis de 1 à 3 kg : 0,56 F de la taxe des colis de 0 à 5 kg du régime intérieur.

Colis de 3 à 5 kg : 0,69 F de la taxe des colis de 0 à 5 kg du régime intérieur.

Colis de 5 à 10 kg, colis de 10 à 15 kg, colis de 15 à 20 kg : 0,89 F de la taxe des colis de même coupure de poids du régime intérieur.

La taxe des colis du régime intérieur à considérer pour l'application des fractions indiquées ci-dessus est égale au prix de transport des colis ordinaires défini à l'article 7 (a), 1^{er}, applicable à la coupure de distance 541.600 km, diminué du droit de timbre et d'une somme égale à la taxe de deuxième présentation à domicile défini à l'article 7 (d), pour les localités autres que Paris, Lyon, et Marseille.

Pour les colis en transit, le droit territorial revenant à la Société nationale des chemins de fer français est fixé à :

Colis jusqu'à 1 kg : 6,65 F

Colis de 1 à 3 kg : 7,54 F

Colis de 3 à 5 kg : 9,43 F

Colis de 5 à 10 kg : 18,86 F

Colis de 10 à 15 kg : 28,29 F

Colis de 15 à 20 kg : 37,72 F.

Le droit territorial et le droit de transit ainsi définis sont, dans chaque cas, arrondis au centime inférieur, la taxe totale perçue par colis étant arrondie au franc supérieur lorsque la fraction atteint 5 décimes et au franc inférieur lorsque cette fraction n'a atteint pas 5 décimes.

Les droits ci-dessus, qui correspondent au prix du tarif en vigueur à la date de la signature de la présente convention, varieront comme les prix de transport des colis postaux ordinaires des coupures de poids équivalentes expédiés de Paris dans le département de la Gironde.

Ces droits ne pourront toutefois pas dépasser des maxima égaux respectivement :

Pour les colis en provenance ou à destination de la France continentale, au montant, transformé en francs français au moyen du coefficient de perception des taxes défini au paragraphe b ci-dessus du droit territorial des colis postaux du régime étranger de même coupure et majoré, le cas échéant, de la surtaxe définie à l'article 18;

Pour les colis en transit, au montant transformé en francs

français au moyen du coefficient de perception défini à l'alinéa b ci après, du droit territorial de transit applicable aux colis du régime étranger.

b) Régime étranger.

Pour les colis en provenance ou à destination de la France continentale, le droit territorial constituant la rémunération de la Société nationale des chemins de fer français est fixé à :

Colis jusqu'à 1 kg : 0,20 F or;
Colis de 1 à 3 kg : 0,30 F or;
Colis de 3 à 5 kg : 1 F or;
Colis de 5 à 10 kg : 1,70 F or;
Colis de 10 à 15 kg : 2,45 F or;
Colis de 15 à 20 kg : 3,20 F or;

Le franc or est l'unité monétaire telle qu'elle est définie par la convention postale universelle.

Le droit territorial français afférent aux colis du régime étranger à destination de la France continentale est réglé dans les conditions prévues par l'arrangement international et son règlement d'exécution.

Les quotes-parts en francs or formant les taxes applicables aux colis du régime étranger en provenance de la France continentale sont perçues en monnaie nationale selon un coefficient calculé à partir du coefficient d'équivalence que donnent

1° Les stipulations de la loi monétaire française, si cette loi rattache la monnaie nationale à l'étalon or;

2° A défaut, le cours en francs français d'une monnaie étrangère rattachée à l'étalon or ou d'une monnaie d'un pays où la Banque centrale d'émission ou autre institution officielle d'émission achète et vend de l'or ou des devises or contre la monnaie nationale à des taux fixes déterminés par la loi ou en vertu d'un arrangement avec le Gouvernement, ou encore d'une monnaie considérée comme ayant un rapport fixe avec l'or en application d'un accord international, le cours étant égal, soit au cours officiel de la Bourse de Paris, si cette monnaie étrangère y est régulièrement cotée, soit, dans le cas contraire, aux taux de cession pratiqués par l'office des changes.

3° A défaut des indications précédentes, le cours de l'or sur la place de Paris.

Le coefficient de perception est obtenu en arrondissant le coefficient d'équivalence exact au demi point le plus voisin. Chaque fois que le calcul précédent donnera pendant deux semaines consécutives un résultat différent d'au moins un demi point du coefficient de perception en vigueur, ce coefficient sera révisé dans les délais minima permis par la convention postale universelle et son règlement d'exécution.

Pour les colis en transit par la France continentale, le droit territorial est celui fixé par l'arrangement international, ainsi que son règlement, au point de vue du droit, et les quotes-parts recouvrées par les autres Services pour le compte de la Société nationale

des chemins de fer français ou vice versa, sont réglées sur la base du franc or, d'après le coefficient d'équivalence exact, quand il s'agit de règlements avec un pays étranger et d'après le coefficient de perception des taxes, pour les règlements entre transporteurs français.

Le cas échéant, les droits en francs or, prévus ci-dessus, ainsi que le mode de détermination du coefficient de perception, pourront être révisés d'un commun accord entre l'administration des postes et la Société nationale des chemins de fer français, notamment en cas de modification de l'arrangement international.

B - Opérations accessoires.

La rémunération de la Société nationale des chemins de fer français pour l'accomplissement des opérations accessoires afférentes aux colis postaux du régime international est fixée comme suit :

a) Régime impérial :

1^{re} Remballage :

Par colis, droit fixe de 5 F.

2^e Remboursement :

Moitié du droit proportionnel fixé par l'arrangement international ;

En sus, moitié du droit fixe, soit :

Par colis échangé avec la Corse, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc : 2,05 F ;

Par colis échangé avec les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat : 3,30 F ;

3^e Remboursement à verser au crédit d'un compte courant postal :

Par colis expédié de la France continentale, taxe de 2,50 F ;

Par colis à destination de la France continentale :

En provenance de la Corse, de l'Algérie, de la Tunisie ou du Maroc, taxe de 2,50 F ;

En provenance des colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat : taxe de 3,30 F ;

4^e Délouanement :

Par colis en provenance de la Corse, droit fixe de 0,90 F ;

Par colis en provenance de l'Algérie, de la Tunisie, du Maroc, des colonies, des pays de protectorat et des territoires sous mandat, droit fixe de 1,70 F ;

5^e Livraison d'un colis franc de droits ;

Droit de commission de 3,30 F ;

6^e Livraison par exprès :

Taxe de substituant à la taxe de livraison à domicile :

Par colis en provenance de la Corse ou de l'Algérie jusqu'au poids de 10 kg : 10,80 F.

Par colis en provenance de la Corse ou de l'Algérie de plus de 10 kg : 13,20 F.

Par colis en provenance de la Tunisie, du Maroc, des colonies, des pays de protectorat et des territoires sous mandat : 13,20 F.

Nota - Les taux de rémunération ci-dessus sont exprimés en francs français; ils sont sujets à variation comme les rémunérations de transport fixées au paragraphe A, a du présent article.

b) Régime étranger:

La rémunération de la Société nationale des chemins de fer français est fixée aux taux prévus par l'arrangement international pour les opérations correspondantes, lorsque ledit arrangement indique ces taux de façon ferme. Dans le cas contraire, cette rémunération est fixée, dans le cadre prévu et dans les limites autorisées par l'arrangement international, à des taux égaux à ceux des taxes similaires du régime intérieur, compte tenu des précisions suivantes:

1° Remboursement :

La part du droit fixe revenant au service français pour les colis expédiés de la France continentale est fixée à 0,20 F or.

2° Dédouanement :

Le droit à percevoir est fixé à 0,25 F or.

3° Livraison d'un colis franc de droits :

Le droit de commission à percevoir est fixé à 0,20 F or.

c) Dispositions communes :

1° Enlèvement ou livraison à domicile :

Taxe égale à la taxe prévue pour les colis postaux du régime intérieur à l'alinéa 5 de l'article 7.

2° Avis de réception :

Mêmes taxes que celles appliquées dans le service postal français international.

3° Réclamation d'un colis postal ou d'un mandat de remboursement.

Taxe égale à celle d'un avis de réception demandé postérieurement au dépôt d'un colis.

Article 18

Rémunération des services de l'administration des postes

La Société nationale des chemins de fer français alloue à l'administration des postes, pour la participation de ses services au

transport des colis postaux du régime international, les mêmes allocations que celles prévues à l'article 10 pour les colis postaux du régime intérieur.

Les dépenses que l'administration des postes engage, par application des dispositions de l'article 18 du règlement d'exécution de la convention du 13 janvier 1822 pour ce qui regarde l'organisation et le fonctionnement du service international des colis postaux, sont remboursées à cette administration par la Société nationale des chemins de fer français au moyen d'un versement forfaitaire annuel de 1.025.000 F.

Cette somme est sujette à variation comme le prix de transport d'un colis postal ordinaire de la coupure de 5 à 10 kg expédié de Paris dans le département de la Haute-Vienne.

En contre partie, le droit territorial français constituant la rémunération de la Société nationale des chemins de fer français pour le transport des colis postaux du régime étranger en provenance ou à destination de la France continentale (§ A, b) de l'article 17 est majoré d'une surtaxe de :

0,05 F or. pour les colis des coupures de 5 à 10 kg et de 10 à 15 kg.

0,10 F or. pour les colis de la coupure de 15 à 20 kg.

Article 19

Rémunération des services routiers de transport public.

Les services routiers de transport public visés à l'article 11 reçoivent, pour leur participation au transport des colis postaux du régime international, les mêmes rémunérations que pour les colis postaux du régime intérieur.

TITRE III

Dispositions diverses

Article 20

Relations entre la Société nationale des chemins de fer français et les réseaux secondaires

La Société nationale des chemins de fer français assure aux réseaux secondaires qui acceptent de participer au service des colis postaux dans les conditions indiquées à l'annexe ci-jointe (§ 1er et 2), les parts de taxes définies au paragraphe 3 de ladite annexe.

Article 21

Liaison avec les voies aériennes

La Société nationale des chemins de fer français s'engage à coopérer à la réception, au transport, à la livraison et à l'échange des colis postaux "avion" empruntant successivement ses lignes et les lignes de navigation aérienne agréées par l'administration des postes.

Les colis postaux "avion" seront admis en ...

le transport sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, la réception et la livraison dans les gares et bureau du chemin de fer, aux mêmes conditions que les colis express. Ils seront enlevés et livrés à domicile, soit dans les mêmes conditions que les colis postaux ordinaires, soit par express, suivant les taxes acquittées par les expéditeurs.

L'organisation du service des colis postaux "avion" et les relations entre les transports terrestres et aériens feront l'objet d'accords conclus entre l'administration des postes, la Société nationale des chemins de fer français et l'organisme chargé des transports commerciaux aériens.

Les délais de transport sur le chemin de fer d'un colis postal "avion" remis au transit par un service de jonction entre un aéroport et un établissement du chemin de fer seront les mêmes que pour un colis express remis dans les mêmes conditions par l'expéditeur.

Inversement, pour un colis postal "avion" transitant de la Société nationale des chemins de fer français à un service de transport aérien, le délai de remise au service de jonction sera le même que le délai de mise à la disposition du destinataire d'un colis express livrable en gare.

La taxe de transport des colis postaux "avion" sur le territoire continental français (non compris la surtaxe aérienne) sera égale au double de la taxe des transports des colis postaux ordinaires de même poids sur les mêmes relations. Les taxes additionnelles seront les mêmes que pour les colis postaux ordinaires.

Le produit de la totalité des taxes du trafic des colis postaux "avion" (y compris la surtaxe aérienne) sera attribué à la Société nationale des chemins de fer français, à charge par elle de reverser à chacun des services intéressés la part qui lui revient savoir :

Aux services de transports aériens, les quote-parts et allocations prévues par les accords dont il est question plus haut.

Aux services de l'administration des postes (courriers de la poste et bureaux de poste) et aux réseaux secondaires, les mêmes rémunérations que celles prévues pour les colis postaux ordinaires.

Aux services de jonction entre les aéroports et les établissements du chemin de fer;

a) Une allocation de transport double de l'allocation de transport prévue à l'alinéa a, 12 de l'article 10;

b) Le cas échéant, par colis ayant valeur déclarée, une allocation égale à 20% de la taxe additionnelle pour déclaration de valeur.

Le dépassement des délais garantis, établis comme il est dit au présent article, donnera lieu au paiement d'une indemnité forfaitaire égale au double de l'indemnité de retard prévue aux articles 9 et 14 pour les colis postaux ordinaires de même poids.

Article 22

Application de la convention

Les dispositions de la présente convention entreront en vigueur

à la date qui sera fixée d'un commun accord entre le ministre des travaux publics et des transports, le ministre des postes, télégraphes et téléphones et la Société nationale des chemins de fer français.

Sous les réserves formulées au paragraphe 4 de l'annexe, en ce qui concerne les arrangements avec les réseaux secondaires, la présente convention prendra fin à la date du 31 décembre 1945. Sauf dénonciation, avec un délai de préavis de deux années, elle est renouvelable par tacite reconduction et par période de cinq années.

Elle est révisable à toute époque, soit d'un commun accord, soit par décision du ministre des travaux publics et des transports à la demande de l'administration des postes ou de la Société nationale des chemins de fer français.

Toutes autres dispositions résultant des conventions antérieures et du cahier des charges de la Société nationale des chemins de fer français restent en vigueur tant qu'elles n'ont rien de contraire à la présente convention.

Article 23

Dispositions transitoires

Le régime actuellement en vigueur pour le transport des colis postaux, tel qu'il résulte de la convention du 28 octobre 1938, demeurera en application jusqu'à la date qui sera fixée en conformité de l'article 22 de la présente convention.

Article 24

Enregistrement de la convention

Conformément à l'article 301 du code de timbre publié par le décret du 21 décembre 1934 et à l'article 563 du code de l'enregistrement publié par le décret du 27 décembre 1934, la présente convention est dispensée du timbre et de l'enregistrement.

Fait à Paris, en autant d'originaux que de parties intéressées
le 5 novembre 1945;

Lu et approuvé :

Le ministre des postes, télégraphes
et téléphones

Signé : Eugène THOMAS

Le ministre des travaux publics
et des transports :

Signé : René MEYER

Le président du conseil
d'Administration de la Société
nationale des chemins de fer français
Signé : FOURNIER

Pour le vice-président du conseil
d'Administration de la Société na-
tionale des chemins de fer français
en par déléguation :

Un administrateur

Signé : René CLAUDON

CONDITIONS DE PARTICIPATION DES RESEAUX SECONDAIRES AU SERVICE DES COLIS POSTAUX.

§ 1er - Délai garanti.

a) Colis postaux circulant exclusivement sur un réseau secondaire.

Tout colis postal remis en gare, avant la fermeture de cette gare et deux heures au moins avant le départ du dernier train du soir se dirigeant vers la destination de l'envoi doit être, en gare, à la disposition du destinataire, avant l'heure de fermeture de la gare :

Le lendemain, si la destination ne dépasse pas 50 kilomètres;

Le surlendemain, si elle est supérieure à 50 kilomètres;

Toutefois, lorsque le colis postal a été remis en gare avant midi, il doit être en gare, à la disposition du destinataire, avant midi, le jour où expire le délai.

Des délais supplémentaires sont accordés au réseau secondaire lorsque ses horaires approuvés ne permettent pas l'acheminement normal des colis dans les délais ci-dessus.

Si le délai garanti expire un dimanche ou un jour férié, la mise à disposition en gare est reportée à l'ouverture de la gare le jour ouvrable, qui suit l'expiration du délai garanti.

b) Colis postaux échangés entre la Société nationale des chemins de fer français et un réseau secondaire.

En ce qui concerne les colis en provenance ou à destination des lignes de la Société nationale des chemins de fer français, le réseau secondaire dispose d'un délai égal à celui que définit le tarif des petits colis pour les réseaux secondaires participant à ce tarif.

c) Remboursements.

Le délai garanti pour la mise à la disposition de l'ayant droit du montant d'un remboursement encaissé à l'arrivée est fixé comme suit :

1° Colis postaux circulant exclusivement sur un réseau secondaire:

Un jour ou deux jours, non compris le jour de l'encaissement, suivant que la distance entre le lieu de l'encaissement et celui de la mise à disposition ne dépasse pas 50 kilomètres ou est supérieure à cette distance, lorsque le paiement du remboursement est effectué par le réseau secondaire.

Délai prévu par l'article 5 de la présente convention lorsque le paiement du remboursement est effectué par un service autre que celui du réseau secondaire :

2° Colis postaux échangés entre la Société nationale des chemins de fer français et un réseau secondaire :

Délai prévu par l'article 6 de la présente convention.

§ 2 - Responsabilité

Le réseau secondaire accepte, soliditairement avec la Société nationale des chemins de fer français en cas de transport direct, les responsabilités définies par l'article 9 de la présente convention pour les colis postaux du régime intérieur et par les lois, décrets, et règlements administratifs, pour les colis postaux du régime international.

Le réseau secondaire aura le choix, pour le partage des indemnités avec la Société nationale des chemins de fer français entre les régimes suivants qui seront précisés par des accords spéciaux :

a) Répartition au prorata des kilomètres parcourus sur chaque réseau (sauf pour les indemnités de moins de 10 F qui resteront à la charge du réseau expéditeur);

b) Détermination des retards, pertes, manquants ou avaries incombant soit à la Société nationale des chemins de fer français, soit aux réseaux secondaires, par la reconnaissance des colis au point de transit.

§ 3 - Rémunération du réseau secondaire.

Pour rémunérer le transport des colis et les obligations qu'il assume en vertu des paragraphes précédents, chaque réseau secondaire recevra les allocations suivantes :

a) Colis postaux circulant exclusivement sur un réseau secondaire.

Totalité des taxes de toutes natures fixées pour chaque coupure à charge par le réseau secondaire de verser, le cas échéant, aux services de l'administration des postes et aux services équivalents du transport public, aux lieu et place de la Société nationale des chemins de fer français, les redevances prévues par la présente convention.

Toutefois, pour les remboursements payés par l'intermédiaire des services de la Société nationale des chemins de fer français, le réseau secondaire ne reçoit que la moitié de la taxe fixée à l'alinéa F de l'article 7 de la convention.

b) Colis postaux échangés avec la Société nationale des chemins de fer français

DESIGNATION	FORMULE I	FORMULE II	FORMULE III	FORMULE IV
	France	France	France	France
1 - Transport				
Pour le transport sur ses lignes (1) d'un colis postal expédié ou livré dans une gare ou dans un bureau du chemin de fer ou par les services de l'administration des postes :				
a) Colis du régime intérieur.				
Quote-part ci-contre de la taxe de transport fixée à l'alinéa (a) de l'article 7 de la convention	6,27	7,10	8,10	8,68
b) Colis du régime impérial et du régime étranger				
Pourcentage ci-contre de la rémunération de transport revenant à la Société nationale des chemins de fer français	20%	25%	30%	35%
2 - Valeur déclarée				
Pourcentage ci-contre de la taxe additionnelle perçue du public pour déclaration de valeur (régime intérieur) ou du droit territorial français pour valeur déclarée (régime impérial et étranger) ...	20	25	30	35
3 - Intérêt à la livraison				
Pourcentage ci-contre de la taxe additionnelle perçue du public pour déclaration d'intérêt à la livraison	20	25	30	35

(1) Toutefois pour les lignes qui sont exploitées entièrement par route à partir des gares de la Société nationale des chemins de fer français de contact, les allocations de transport et de remboursement sont fixées, dans chaque cas, par un accord particulier.

4 - Remboursement

Par remboursement payé ou en-
cassé dans une gare ou dans un
bureau du chemin de fer (régime
intérieur)

Régime impérial et étranger

Par remboursement payé à do-
micile par les soins du réseau
secondaire.

Moitié de la taxe addition-
nelle de remboursement fixée
à l'alinéa (1) de l'article 7
de la convention.

Moitié de la quote-part reve-
nant au service français sur
le droit additionnel de rembour-
sement.

En plus de la rémunération
ci-dessus intégralité de la
taxe additionnelle de payement
à domicile fixée à l'alinéa (1)
de l'article 7 de la conven-
tion. Cette taxe additionnelle
est également allouée au réseau
secondaire en cas d'encas-
sement à domicile par les soins
d'un remboursement payé au
bureau postal du régime impé-
rial.

5 - Enlèvement ou livraison à domicile

Par colis effectivement enlevé
ou livré à domicile par les soins
du réseau secondaire Allocation
Fixe de

5,75

6 - Livraison par expresse

Régime intérieur

En sus de la rémunération
visée au chapitre 5 ci-dessus
intégralité de la taxe fixée
à l'alinéa (1) de l'article 7
de la convention.

Régime impérial et étranger

Intégralité de la taxe de
livraison par expresse revenant
au service français

NOTA - Les rémunérations qui précèdent sont sujettes à variation dans les conditions ci-après :

18 L'allocation pour le transport d'un colis postal du régime intérieur (chiffre 1 ci-dessus) et l'allocation pour enlèvement ou livraison à domicile (chiffre 5 ci-dessus) varieront comme le prix de transport d'un colis postal ordinaire de la coupure de 5 à 10 kg expédié de Paris dans le département de la Haute-Vienne.

22 Les autres allocations varieront comme il est prévu à la convention pour les taxes correspondantes.

Chaque réseau secondaire participant au transport reçoit des rémunérations fixées par :

La formule I, lorsque le maximum de la distance d'application taxable à l'intérieur du réseau secondaire ne dépasse pas 10 kilomètres.

La formule II, lorsque ce maximum dépasse 10 kilomètres sans excéder 50 kilomètres.

La formule III, lorsque ce maximum dépasse 50 kilomètres.

Au cas où le colis emprunte successivement, soit avant d'entrer sur les lignes de la Société nationale des chemins de fer français, soit après être sorti, plusieurs réseaux secondaires, la rémunération de l'ensemble des réseaux secondaires se faisant suite est celle qui est fixée par la formule IV, elle est réglée au Réseau secondaire en contact direct avec la Société nationale des chemins de fer français.

Chaque ligne secondaire isolée, ainsi que chaque ligne ou groupe de lignes faisant l'objet de concessions distinctes, est considérée, pour l'application de la formule de rémunération comme un réseau distinct.

Chaque fois que l'échange des petits colis peut être organisé directement entre un réseau secondaire expéditeur ou destinataire et la Société nationale des chemins de fer français, cet échange direct est réalisé pour les colis postaux.

Pour tout colis expédié ou livré par les services de l'administration des postes, il appartient au réseau secondaire de verser à cette administration les redevances fixées aux articles 10 et 18. Ces redevances lui sont remboursées par la Société nationale des chemins de fer français sur justification. La Société nationale des chemins de fer français rembourse également, sur justification, les allocations versées par le réseau secondaire aux services routiers de transport pour les colis en provenance ou à destination de bureaux du chemin de fer n'assurant pas le service à domicile.

§ 4 - Faculté de résiliation

Si, en vertu de la clause de variation prévue au nota du paragraphe 3 b ci-dessus pour les quotas-parts de transport des colis postaux du régime intérieur, ces quotas-parts viennent à tomber au dessous des deux tiers de leur valeur à la date de la signature de la convention, les réseaux secondaires participant au service des colis postaux, aux conditions de la présente annexe, auront le droit de résilier l'arrangement intervenu.